

alternatives

Jean-François Kahn Journaliste et essayiste

Gauches : la grande déchirure

C'est fait. Cela couvait. Depuis longtemps. Mais cela vient de se concrétiser spectaculairement. La gauche française a explosé. Le PS, parti au pouvoir, s'est scindé en deux. Les éventuels rafistolages de façade n'y changeront rien : la scission est là.

La ligne de fracture, toujours la même, sauf que les antagonismes se sont exacerbés : celle qui oppose une gauche gestionnaire ralliée, au nom du réalisme, à la dynamique néolibérale et une gauche qui, au nom de ses valeurs et de ses fondamentaux, refuse de s'abandonner à cette logique néocapitaliste. Chacune de ces deux gauches reproche à l'autre d'être ringarde, d'en être restée au XIX^e siècle. Polémique dérisoire car, si s'accrocher presque religieusement à la doxa éculée de la sociale-démocratie de papa, celle des années 50 et 60, est effectivement archaïque, proposer de revenir aux règles, ou plutôt aux absences de règles, qui régissaient les rapports sociaux d'avant-guerre, du temps du libéralisme de pépé, ne l'est pas moins. Vouloir sacrifier tous les héritages considérés comme des acquis intangibles n'est certes pas moderne, mais vouloir en revenir à Guizot ne l'est pas non plus.

Psychodrame typiquement français ? Non.

Les élections qui viennent de se dérouler en Irlande montrent, en réalité, que cette guerre des deux gauches est en train de s'euro-péiser et même de se mondialiser : le Parti travailliste tra-

ditionnel, de tendance sociale-démocrate, s'est totalement effondré alors qu'une gauche radicale et nationaliste a fait une légère percée.

Or, nous l'avons souligné dans ces colonnes à plusieurs reprises déjà (mais nos médias ont considérablement sous-estimé le phénomène) : toutes les élections, depuis quelques années, se sont soldées, soit par un recul, soit par un affaïssement, soit par un effondrement de la social-démocratie classique, celle qui, précisément, a intégré la dynamique néolibérale et l'émergence, d'un côté d'une nouvelle droite populiste, de l'autre d'une nouvelle gauche qui prétend revenir aux sources en refusant « la dictature des marchés financiers ». C'est ce qui s'est passé en Espagne, au Portugal, et en Grèce en particulier, et surtout ce qui a déterminé la propulsion de Jérémy Corbyn à la tête du Parti travailliste anglais ou les prouesses de Bernie Sanders aux élections primaires américaines.

Que reproche Sanders à Hillary Clinton ? D'être inféodée à Wall Street.

Episode significatif : en Espagne, le Parti socialiste, version sociale-démocrate, propose, ce dont rêvent en France les partisans de François Hollande et de Manuel Valls : une alliance avec le centre droit qui abandonne à la gauche radicale (Podemos) le terrain de l'opposition.

On ajoutera cet autre constat que, partout où un parti social-démocrate a mené le type de

politique vers lequel s'orientent Hollande et Valls, il a perdu un terrain considérable (jusqu'à disparaître comme en Grèce ou en Hongrie) soit au profit d'une nouvelle gauche, soit au profit de la nouvelle droite populiste.

Hollande et Valls sont donc à contretemps, dans le sillage de ces autres partis sociodémocrates mutants qui se sont abîmés dans le pouvoir et qui, en Hongrie, en Grèce, mais aussi en Pologne, en Israël, au Japon ou en Finlande, ont quasiment disparu.

Chacune de ces deux gauches reproche à l'autre d'être ringarde, d'en être restée au XIX^e siècle

Encore entre Hollande et Valls y a-t-il une solide différence : c'est que Valls, lui, a toujours défendu l'orientation qu'il met en œuvre aujourd'hui. C'est très précisément sur cette ligne qu'il avait obtenu 5 % des suffrages aux primaires du Parti socialiste en 2011. Hollande, lui, a cyniquement trompé son monde. Confrontés à leurs discours, aux promesses d'hier, l'un a trahi, pas l'autre. Constat objectif auquel je pourrais opposer une appréhension subjective.

Personnellement – je l'ai déjà précisé ici – je suis favorable à la déchéance de la nationalité. J'ai, quand je dirigeais l'hebdomadaire *Marianne*, combattu la semaine de 35 heures qui me paraissait une aberration et, ayant exercé pendant 25 ans la fonction de chef d'entreprise, je

suis particulièrement conscient de la nécessité de dérigidifier, de fluidifier le marché du travail.

Mais c'est en tenant un discours totalement opposé à ces positions qui furent les miennes que François Hollande a été élu président. Et il va, aujourd'hui, bien au-delà, parfois même de façon assez aberrante, de ce que j'appelais moi-même de mes vœux. Ainsi j'ai, à l'élection présidentielle, soutenu François Bayrou, mais Hollande, Valls et Macron campent, aujourd'hui, sensiblement à la droite de ce que représentait Bayrou en 2012.

Ce tête-à-queue apparaît donc, aux yeux d'une majorité de ceux qui ont voté pour lui, comme une grande trahison.

Or, pourquoi le Parti socialiste était-il, dans les années 60, tombé si bas que son candidat, à l'élection présidentielle de 1969, n'obtint que 5 % des suffrages ? Parce que le défigurait la trace indélébile de ses trahisons antérieures : le vote des accords de Munich en 1938 ; la non-intervention en faveur des républicains espagnols ; le vote majoritaire des pleins pouvoirs au maréchal Pétain ; sa couverture des pires exactions pendant la guerre d'Algérie...

De tout cela, François Mitterrand, en le régénérant, l'avait en quelque sorte blanchi.

C'est cette terrible image du social-traître qui risque aujourd'hui de le rattraper. ■